

Afrique du Sud : Référendum 92. Le passage

LOIN d'être une démonstration d'enthousiasme délirant pour un avenir non-racial, la victoire massive de F.W. De Klerk trahit plutôt la volonté du Parti national de rester au pouvoir, de retarder ou de préempter le partage du pouvoir.

Des positions contrastées

Les Sud-africains blancs n'envisagent nullement les négociations comme un exercice permettant la mise en place d'un gouvernement où l'ANC — c'est-à-dire, dans leur esprit, les Noirs — dominerait. « La grande majorité de ceux qui ont voté "oui" au référendum l'ont fait dans l'optique de voir De Klerk au pouvoir » (L. Schlemmer, directeur du Human Science Research Council, in *Daily News*, 2-04-92). 10 % seulement des personnes favorables au référendum affirment soutenir des projets politiques plus progressistes que ceux du Parti national, ce qui laisse à penser que la perspective d'un avenir concrètement « non-racial » n'est pas particulièrement enthousiasmante pour la plupart des Sud-Africains blancs et/ou que les « mentalités » ne sont pas tout à fait prêtes à un tel changement. Un sondage réalisé par Mar-kinor (cité par le *Daily News*, 2-04-92) en novembre 1991, portant sur un large échantillon de Blancs — tant urbains que ruraux —, démontrait que l'ANC ne venait en

première et deuxième positions dans leur préférence politique que dans 1 % des cas.

D'autres sondages effectués dans la communauté sud-africaine noire (il est intéressant de noter au passage que les sondages, à l'instar du référendum, isolent dans la plupart des cas les questionnaires « pour Blancs » des questionnaires « pour gens de couleur », supposant impossible une consultation commune, y compris sur des sujets purement pratiques) confirment la préférence présumée des Noirs pour l'ANC. Sur un échantillon de 1 300 personnes (en milieu urbain possédant le téléphone), 72 % disent supporter l'ANC, 5 % le PAC (Pan African Congress) et 5 % le Parti national. Ces chiffres, qui datent de mai 1991, n'avaient pas changé lors d'un sondage ultérieur, en juillet.

Interrogés sur leur degré de sympathie pour tel ou tel mouvement politique, ceux qui ont en premier choix sélectionné l'ANC, se disent à 34 % proches ou très proches du SACP (Parti communiste) ; 27 % désignent le PAC, 65 % le Parti national et 32 % l'AZAPO. L. Schlemmer qui commente ces résultats (*Daily News* du 2-04-92 et *Indicator SA*, vol. 9, n° 2, 1992), assure qu'ils confirment les analyses de spécialistes locaux selon lesquels 80 % des Noirs sud-africains préféreraient l'éventuel partage du pouvoir entre les Noirs et les Blancs qu'un gouvernement exclu-

sivement composé de leaders noirs. Ces conclusions présentent l'avantage notoire de rassurer en partie les Blancs et de soutenir les thèses défendues par le Parti national.

Une campagne de choc

Lors de la campagne du référendum 92, l'État sud-africain a eu largement recours aux media qui ont diffusé massivement sa propagande. Leur message était on ne peut plus clair : « C'est oui ou le chaos », message très efficace par sa dichotomie. Ainsi, ne pas voter non, dans cette logique, signifiait éviter le désastre et échapper à un gouvernement d'extrême-droite tout en conservant De Klerk.

Plus significativement, la remarquable constance dans la stratégie politique, la prise de décision et l'initiative personnelles de F.W. De Klerk ont contribué à créer son image de « force tranquille ». Depuis février 1990, en inaugurant le changement et en affichant depuis une opposition déterminée à l'usage de la violence (en rupture avec l'ère sécurocrate de l'ex-président Botha), il a conforté son autorité. Et peu à peu s'est forgée l'idée assez généralement partagée dans la communauté blanche (et sans doute ailleurs) que « tant que De Klerk sera là, rien de grave ne pourra arriver au pays ». Désormais, pour garder cette confiance, De Klerk a pour impératif de continuer à prendre l'initiative du changement : ce qui ne manquera pas de se produire.

Au sein du Parti national, des plans sont prêts à parer à toutes les éventualités car l'improvisation politique n'est pas sa règle de fonctionnement, comme le prouve le référendum du 17 mars 1992 lui-même. En effet, des milieux proches du

gouvernement savaient déjà avant Noël 1991 qu'un événement majeur se passerait à la mi-mars 1992. Tous les moments politiques d'importance — comme, par exemple, le succès du Parti conservateur aux élections de Potchefstroom, plus vieille ville, première capitale de la République du Transvaal, et ville-référence pour l'Église hollandaise réformée à laquelle appartient De Klerk — ont été utilisés dès lors comme tremplin pour un processus programmé de longue date.

Le poids des média

Ce référendum a été hautement médiatisé. Il coïncidait avec le 56^e anniversaire du président De Klerk et — surtout — avec la Coupe du monde de cricket, sport extrêmement populaire en Afrique du Sud, marquant la fin de l'isolement international du pays. Lorsque les représentants des équipes de cricket demandent un vote favorable aux réformes ils sont écoutés...

De leur côté, les gouvernements étrangers ont soutenu efficacement la campagne en faveur du « oui » en faisant miroiter des possibilités accrues d'investissement ou, si le « non » l'emportait, le gel des investissements, le renforcement des sanctions et le retour tant redouté à l'isolement de l'Afrique du Sud. L'arrosage financier pour soutenir le « oui » et l'utilisation des média ont été spectaculaires alors que les tracts pour le « non », bien souvent de facture artisanale, étaient distribués dans la rue. La victoire du « oui » est donc en partie le résultat d'une formidable campagne jouant sur la crainte d'un retour en arrière et sur un rappel du passé extrêmement négatif auquel refusent désormais de s'identifier les Sud-africains blancs.

En ce sens, F.W. De Klerk a raison de déclarer que la porte est fermée définitivement à l'apartheid (discours du 18 mars 1992, Cape Town, Tuynhuys Gardens).

Les Blancs n'ont pas été franchement appelés à voter pour la poursuite du processus de réforme qui doit aboutir à la rédaction d'une nouvelle Constitution permettant à la majorité noire d'être représentée au pouvoir, et cela bien que la question posée ait été explicite (« Êtes-vous favorable à la poursuite du processus des réformes engagées le 2 février 1990 par le chef de l'État, qui, par les négociations, déboucheront sur une nouvelle Constitution ? »). La campagne, très brève, s'est plutôt articulée autour des arguments contre le péril immense et irréversible que ne manquerait pas d'enclencher un vote négatif. Cette ambiguïté a été illustrée par les multiples références de la presse locale aux citations de W. Churchill dont la plus fréquemment employée est la suivante : « *It is only the end of the beginning.* » Dans l'esprit de bien des électeurs cette phrase aurait sans doute dû être renversée : « C'est le commencement de la fin » : la fin des privilèges et du développement séparé institutionnalisé... mais également la fin des garanties, comme le soulignait une revue hebdomadaire sud-africaine : la seule différence entre un vote et l'autre n'étant plus qu'une question de temps plus ou moins long laissé aux Blancs pour faire leurs valises... Par-delà la boutade, on retrouve les phobies et l'ombre de la paranoïa collectives des Blancs, qui ont du peser leur poids dans le choix du 17 mars.

Pendant ce temps se réalise la transition d'un gouvernement autoritaire — quasi autarcique — reposant sur la contrainte physique vers

un système de gouvernement dont les velléités démocratiques s'alignent sur des impératifs économiques et des visées internationales. A la pointe australe du continent « perdu » est en train d'éclorre, aux yeux attentifs (?) du monde des grandes affaires avide de nouveaux marchés, la tentative audacieuse d'un capitalisme « respectable ».

Entre allégresse et incertitude

Avec une participation très élevée (85,54 %) et la victoire massive du « oui » (65,73 % ; sur les 15 régions une seule a voté « non »), le succès de De Klerk a donc dépassé ses propres espérances. La majorité des 2/3 ainsi obtenue permet au président de montrer qu'il dispose désormais d'un soutien l'autorisant à changer éventuellement les clauses protégées de la constitution. La droite a été battue et, à la CODESA, les conséquences profondes du référendum seront chaudement débattues. A première vue, De Klerk et le Parti national y reviennent renforcés par leur victoire. C'est précisément cette preuve de l'appui massif de la population blanche en sa faveur que recherchait le chef de l'État. En fait, ces résultats indiquent une forte restructuration de l'électorat du NP. Les « Boers » du Transvaal et de l'OFS ont peu voté pour le référendum (la seule région votant non étant Pietersburg), tandis que les Afrikaners et les anglophones, plus libéraux, soutenaient mordicus le oui. Le NP n'est donc plus « Die Volkpartei ». Il se trouve certes renforcé mais dans l'obligation de poursuivre jusqu'à son terme le processus de démocratisation engagé.

Si l'argument principal de la

campagne du Parti national insistait sur les dangers d'un vote négatif qui conduirait le pays à la généralisation de la violence et à la faillite économique (« sans De Klerk, cela ne peut qu'empirer » étant l'idée à faire passer en premier lieu dans la campagne contre le CP et sans doute, en suivant, dans celle contre l'ANC), le motif authentique de la consultation concernait la poursuite des négociations avec la majorité noire du pays.

Accusé — non sans quelque pertinence peut-être — par le Parti conservateur de demander rien moins qu'un chèque en blanc à l'électorat, le Parti national a dû énoncer clairement quelques-uns des principes de base de sa stratégie et garantir aux Blancs la prise en compte de leurs intérêts directs dans les discussions à venir : le maintien de leur niveau de vie, la protection contre la domination noire, le respect de la langue et de la culture et l'assurance d'une dévolution maximale du pouvoir au cas où un gouvernement issu de l'ANC prendrait les rênes. Autant de promesses indispensables pour gagner le référendum : seront-elles honorées et que signifient-elles concrètement ?

Par « garantie de la non-dominance », par exemple, le Parti national propose un système de gouvernement par rotation et un cabinet ministériel multipartisan obligatoire. La référence aux droits culturels pourrait avoir pour effet de réserver à des groupes linguistiques spécifiques — Afrikaners — des écoles privées dont l'emplacement et la gestion ne pourraient être discutés. Bien entendu, on peut s'attendre à un rejet ferme de ces propositions par l'ANC. Il demeure toutefois que le plus grand désaccord pourrait avoir lieu à propos de la première nouvelle Constitution, du

premier nouveau gouvernement élu et de sa composition.

Le Parti national, qui a été forcé d'accentuer énergiquement ses propres positions pour barrer la route à l'ANC pourrait bien, fort de son succès au référendum, refuser de négocier à la Codesa sur ces divers points. Il pourrait peut-être même, en cas de désaccord important sur des concessions majeures, se montrer capable d'avoir recours à un autre référendum. Pourtant, dire que De Klerk a fait d'une pierre deux coups en jugulant l'extrême-droite et en renforçant sa position vis-à-vis de l'opposition de gauche serait péremptoire. En effet, alors que de nombreux arguments du Parti national avaient pour but de convaincre les plus indécis de l'aile droite du parti, une énergie considérable a été déployée pour rallier les votes des libéraux et de la gauche. Pour ce faire, le Parti national a mis l'accent sur le fait qu'un vote positif ne signifiait pas voter pour le Parti ou pour De Klerk, mais *pour les négociations*.

Il serait à présent pour le moins équivoque de la part du Parti national de vouloir interpréter chacun des 1 924 186 « oui » comme autant d'actes d'allégeance. En outre, l'écrasante victoire au référendum pourrait bien s'avérer une épée à double tranchant pour De Klerk, laissant à Nelson Mandela toutes les raisons de penser que la menace de la droite était surévaluée et que, maintenant, rien ne barre plus la route aux revendications de l'ANC. De ce point de vue, l'argument d'une éventuelle prise de pouvoir de l'extrême droite survie de son classique cortège de catastrophes ne peut plus être agité par le Parti national et l'atout passe désormais dans le jeu de l'ANC où les plus « durs » pourraient même répliquer

qu'à présent l'urgence du compromis est bien moindre qu'avant le référendum.

Un facteur toutefois qu'il ne faudra pas que l'ANC néglige est que l'électorat blanc n'est pas si soudé ni uni que les résultats de la consultation du 19 mars le laissent entendre et que le « oui » n'a pas la même signification pour tous. De Klerk a pourtant réussi à drainer habilement les votes en sa faveur mais aussi à attirer l'attention et, dans certains cas même, l'appui de la population noire sud-africaine.

Les volcans assoupis

Le référendum de mars 1992 est un vote extraordinaire puisqu'il manifeste pour la première fois la volonté d'une minorité blanche d'accepter une rétrocession démocratique du pouvoir. Cela n'a jamais eu de précédent. Aujourd'hui les nostalgiques de l'apartheid adoptent un profil bas et peu d'éléments donnent à croire en la restructuration solide des éléments les plus conservateurs ; mais il serait naïf de croire éteintes à jamais les passions et vaincu l'attachement féroce au respect des droits culturels, économiques et politiques de la minorité blanche.

De façon subtile, De Klerk n'a pas, dans ses commentaires sur l'issue de la consultation, écrasé totalement la droite ni fermé la porte aux conservateurs. Toutefois, ne sont pas totalement écartés les risques d'actes terroristes de la part de quelques-uns des groupes d'extrême droite — qui représente aujourd'hui moins de 6 % de la population sud-africaine — soucieux de manifester leur existence et la force de leurs revendications.

La violence, qui par ailleurs

explose systématiquement dans les *townships* chaque fois qu'un événement politique majeur est imminent ou en cours, reste un problème énorme qu'il faudra impérativement régler sous peine de voir ce phénomène incontrôlé déborder des zones d'habitations noires. Certains rapports de la commission d'enquête sur la violence — la *Goldstone Commission* — concluent sur les risques élevés de voir le conflit ANC-IFP (*Inkhata Freedom Party*) gagner les zones urbaines — c'est-à-dire les villes « blanches » du Natal, (Durban et Pietermaritzburg) et entraîner une escalade de la violence difficile à juguler.

Sur le terrain, depuis quelques semaines, les forces de sécurité sont massivement déployées dans les *townships* et les transports en commun : leur mode d'intervention est supposé être davantage axé sur la prévention de la criminalité et du terrorisme (patrouilles destinées à la population, fouilles dans les trains, interposition entre les factions rivales). « *Maturité, patience et capacité de négocier* » sont les qualités recherchées par le général Johan Swart (*Weekly Mail*, 20-26 mars 1992) chez les nouvelles recrues de la police. Ses effectifs devraient, pour la seule ex-brigade anti-émeute rebaptisée *Internal Stability Division* — aux uniformes, logo et véhicules redessinés — être augmentés de 12 000 hommes dans les quatre ans à venir.

Mais lorsqu'on connaît l'engagement idéologique des sections spéciales d'intervention de la police sud-africaine et leur familiarité avec la violence qui ne peut se muer du jour au lendemain en une volonté profonde de négocier (est-ce même possible ?), on peut douter du changement radical d'orientation des forces armées. Tant la police que

l'armée sont par ailleurs largement compromises dans leur complaisance à l'égard de l'IFP en guerre contre l'ANC dans les *townships* et l'existence d'une « troisième force » potentielle en leur sein n'est pas à exclure dans l'immédiat.

Au Sud, du nouveau ?

Dans son énonciation publique du mythe fondateur de la nouvelle nation sud-africaine (« new South Africa »), F.W. De Klerk a passé avec brio l'épreuve de l'« unité blanche », première étape dans sa conquête de l'unité nationale. Alors qu'au stade précédent, on pouvait observer un alignement des grandes affaires et du nationalisme afrikaner, aujourd'hui s'effectue la transition vers un alignement de l'État, du monde des affaires et d'un nationalisme sud-africain. Bien que les réalignements avec les Noirs sud-africains ne soient pas encore visibles, le « oui » au référendum replace tout le monde dans le débat, dans « le même bateau » y compris

les leaders noirs. Ce vote est positif, car il a, en quelque sorte, reconnu tous les acteurs et il est hautement symbolique de voir De Klerk, Mandela, De Beer et Slovo argumentant en public dans le même sens.

Reste qu'à la CODESA la position de l'ANC n'est plus tout à fait au centre du terrain qu'occupe désormais De Klerk, grand gagnant de son référendum. De plus, l'ANC devra sans doute se montrer plus souple sur la question des sanctions, étant donné l'élan international pour leur levée dès la proclamation des résultats. A n'en pas douter, les discussions vont être après à la CODESA, en ce qui concerne le partage du pouvoir, la date des élections et la mise en place de la nouvelle constitution. Mais c'est un F.W. De Klerk serein et particulièrement préparé, soutenu localement et surtout internationalement appuyé sur un Parti national renforcé qui fera face.

Véronique Faure
Durban, avril 1992